

Dominique BAERT

*Nord (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Engagements financiers de l'État - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Engagements financiers de l'État - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 15 : Engagements financiers de l'État (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [21 mai 2008] (p. 2244)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 86, posée le 8 janvier 2008. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique (J.O. Questions p. 117). Appelée le 8 janvier 2008. Avenant, contenu (p. 31)

n° 211, posée le 29 avril 2008. Police. Effectifs de personnel (J.O. Questions p. 3549). Appelée le 29 avril 2008 (p. 1758)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1911)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2808)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2809)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2809)

Donations et successions (p. 2809)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2809)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2809)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2809)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2809)

Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2809)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2809)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2809)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 2809)

Sécurité sociale : déficit (p. 2809 et s.)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2809)

Travail : taux d'activité (p. 2809)

TVA : TVA sociale (p. 2809)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 2

Son amendement n° 222 précédemment réservé (anciens combattants – bénéfice de la demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 2912) : rejeté (p. 2913)

Avant l'article 12

Son amendement n° 112 (fonds de compensation pour la TVA : taux appliqué aux dépenses éligibles porté de 15,482 % à 16,109 %) (p. 2990) : rejeté (p. 2991)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Ses interventions (p. 3003, 3005)

Son amendement n° 288 (p. 3006)

Après l'article 17

Son amendement n° 293 (attribution du fonds de compensation pour la TVA aux communautés urbaines : délai de perception aligné sur celui des communautés de communes et d'agglomération) : rejeté (p. 3015)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 62)

Politique extérieure : aide au développement (p. 62)

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4085)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 4086)

Finances publiques : dette publique (p. 4085)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 4085)

Logement : épargne logement : primes (p. 4086)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 55 (prélèvements sur dotations opérés au profit des services départementaux d'incendie et de secours) : retiré (p. 3532)

Son amendement n° 54 (indexations identiques pour la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines et la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 3536)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 97 (taxe foncière afférente à la résidence principale due par les veufs et veuve - plafonnement à 5 % du revenu fiscal de référence sous condition de ressources) : rejeté (p. 4342)

Son amendement n° 94 (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité unique : institution facultative d'une commission communautaire des impôts directs) : rejeté (p. 4347)

Son amendement n° 317 (taxe sur les salaires due par les associations : seuil d'exigibilité porté de 5 651 € à 10 000 € pour celles à caractère éducatif, culturel, sportif, social, humanitaire ou intervenant dans les services à la personne) : rejeté (p. 4348)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'adit n° 195 de M. Pierre-Alain Muet (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées ou invalides respectivement non assujetties à l'impôt sur le revenu ou percevant des revenus d'un montant inférieur aux limites définies à l'article 1417 du code général des impôts) (p. 5091)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5094)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4553)

Politique économique : croissance (p. 4553)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2792)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2793)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2792)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2792)

Logement : logement social : financement (p. 2793)

Postes : activités bancaires (p. 2793)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 20

Son amendement n° 872 rectifié (p. 3067) : rejeté (p. 3068)

Avant l'article 39

Son amendement n° 801 (p. 3233) : rejeté (p. 3234)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 865 et 830 (p. 3283)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4553)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4553)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4553)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4553)

Finances publiques : dette publique (p. 4553)